

Accord professionnel
OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT

AVENANT N° 2 DU 26 NOVEMBRE 2012
À L'ACCORD DU 21 NOVEMBRE 2007
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE
NOR : ASET1350039M

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet, dans le cadre de l'article L. 6332-18 portant création du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP), de fixer les modalités permettant de répartir les sommes mentionnées aux 1 et 2 de l'article L. 6332-19 du code du travail.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant s'applique à tous les offices publics de l'habitat tels que définis à l'article 1^{er} « Champ d'application » de l'accord collectif national du 21 novembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie dans les offices publics de l'habitat.

Article 2

Répartition

Le montant calculé selon les modalités fixées par l'article L. 6332-19 du code du travail est réparti comme suit :

- au titre du plan de formation : la somme correspondant à 60 % du pourcentage de la participation légale au titre du plan de formation ; fixé annuellement par arrêté ministériel ;
- au titre de la professionnalisation : la somme correspondant à 100 % du pourcentage de la participation légale au titre de la professionnalisation fixé annuellement par arrêté ministériel, majorée du solde de 40 % du pourcentage de la participation légale au titre du plan de formation fixé annuellement par arrêté ministériel.

Article 3

Date d'application

Ces modalités de répartition s'appliquent à compter de la collecte assise sur les masses salariales pour l'année 2013.

Les parties conviennent de se revoir dans la mesure où les besoins de financement résultant des engagements de formation pris par Unifor au titre de la professionnalisation et du plan de formation ou l'évolution des taux tels qu'ils résultent de l'article L. 6332-19 du code du travail conduiraient à modifier cette répartition.

La décision sera prise par les parties au présent avenant, au vu du bilan annuel établi par Unifor.

Article 4

Dénonciation et révision

La dénonciation du présent accord s'effectue selon les dispositions des articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

La demande de révision du présent accord peut s'effectuer par l'une des parties conformément à la procédure prévue aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

Article 5

Dépôt et extension

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministre chargé du travail en un exemplaire original sur support papier et un exemplaire sur support électronique ainsi qu'auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent que le présent avenant fera l'objet d'une demande d'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 26 novembre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FNOPH.

Syndicats de salariés :

CFE-CGC ;

FAFPT ;

Interco CFDT ;

FPSPS FO.